



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Sonia KERANGUEVEN, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS.

## **Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Protocole transactionnel avec Madame PECH - Autorisation de signature**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Madame Suzette PECH est propriétaire occupante d'une maison individuelle sise 35 avenue de la Croix du Capitaine à MONTPELLIER.

A la suite d'engorgements récurrents de sa canalisation d'évacuation d'eaux usées, elle a fait appel à une entreprise qui a débouché à deux reprises la canalisation et réalisé un sondage par caméra. Lors du contrôle vidéo, il a été constaté que le réseau en grès était cassé et obstrué par des racines d'arbres plantées sur la voie publique.

Madame PECH a sollicité par requête en date du 8 décembre 2016 du Tribunal Administratif de Montpellier la désignation d'un expert judiciaire. Monsieur André FONDA a été désigné en qualité d'expert et a procédé au dépôt de son rapport le 26 juillet 2017. Il a conclu que *« les désordres subis par Madame PECH étaient liés à la dégradation de sa canalisation de branchement d'assainissement en grès, sur la partie publique, ayant eu pour conséquence la pénétration des racines de l'arbre situé à proximité »*. L'incidence de ces dégradations a été l'obstruction à deux reprises de cette canalisation. Montpellier Méditerranée Métropole a fait procéder à sa réfection complète, supprimant de fait les désordres passés et à venir.

Le montant du préjudice de Madame PECH est estimé à 1 316,14 € correspondant au remboursement des factures exposées par cette dernière à l'occasion de la recherche et de la réparation du sinistre et à 1 580,97 € correspondant aux frais d'expertise judiciaire, soit un total de 2 897,11 €.

En contrepartie de ces paiements, Madame PECH s'engage à renoncer à poursuivre une procédure judiciaire au titre du sinistre, objet de la procédure de référé, ayant donné lieu à l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2017.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé une résolution à l'amiable de ce litige via la signature d'un protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec Madame PECH,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget annexe de l'assainissement, chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-54965-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.